

<http://www.ecoleemancipee.org/spip.php?article3026>



# Déni social, déni démocratique, la Macronie renforce son autoritarisme.

- En lutte -



Date de mise en ligne : samedi 29 février 2020

---

Copyright © L'École Émancipée - Tous droits réservés

---

Aveugle et sourd à la mobilisation sociale commencée le 5 décembre, le gouvernement Philippe embourbé dans une loi refusée par la majorité de la population, aux manques toujours plus nombreux, a annoncé samedi 29 février l'utilisation du 49.3 pour passer en force. **Ce déni démocratique sert à accélérer la procédure législative et surtout de museler l'opposition parlementaire.** La contestation dans la rue a montré que cette loi n'a pour but que de baisser les pensions futures et de forcer la capitalisation auprès des ami.es de la finance de Macron. La connivence entre le gouvernement et le pouvoir financier est éclairée par la situation du corapporteur de la loi Jacques Maire détenteur de plus de 300 000 euros d'actions chez AXA.

Les constats de l'intersyndicale sur le caractère néfaste de la loi ont été de nouveau pointés lors des débats à l'Assemblée Nationale tant dans la commission qu'en plénière : valeur du point inconnue, 14 % du PIB gravés dans le marbre, clause à l'italienne qui ferait croire que tout est rentré dans l'ordre ...

**Ce passage en force ne doit pas être le prétexte à arrêter les mobilisations.** La question d'actions dès le début de la semaine prochaine se pose car il faut clairement exprimer notre opposition à ce passage en force, et faire pression sur le gouvernement par des rassemblements sur des places, devant les mairies, ou les permanences parlementaires. Il est de la responsabilité de l'intersyndicale d'appeler à participer encore plus nombreux.ses aux manifestations Femmes des 7 et 8 mars. Il convient dès à présent de se fixer l'objectif d'un million de personnes dans la rue le 31 mars pour dénoncer cette loi antisociale et régressive, et pour obtenir son retrait. Ne lâchons rien car ce gouvernement reste fragilisé et la rue pourrait bien le faire vaciller. Et comme rien ne va pour ces tenants de néolibéralisme : l'inspection générale a rendu un avis très défavorable à la réforme du bac Blanquer. **Il reste à espérer que la Macronie subisse un déni électoral lors des municipales et une autre histoire pourrait s'écrire à laquelle la FSU devra participer.**